

**OBJET MISE À DISPOSITION TEMPORAIRE DU PUBLIC
DE LA SALLE POLYVALENTE DE L'HOTEL DE VILLE,
DU GRAND SALON ET DU REZ-DE-CHAUSSEE
DE L'ANCIEN HOTEL DE VILLE**

La Municipalité souhaite mettre à la disposition du public, de façon temporaire, suite à une forte demande et en fonction des disponibilités :

- la Salle Polyvalente de l'Hôtel de Ville,
- le Grand Salon de l'ancien Hôtel de Ville,
- les espaces du rez-de-chaussée de ce même édifice,

étant précisé que les manifestations organisées par la Commune demeurent prioritaires.

Dans le cadre d'une manifestation à caractère commercial ou non commercial, la mise à disposition se fera dans les conditions suivantes.

- **SUR LE PLAN FINANCIER**

La mise à disposition est soumise à redevance (par tranche de vingt-quatre heures).

- **Pour les manifestations à caractère non commercial**

- | | |
|--|-------------|
| - Salle Polyvalente de l'Hôtel de Ville | 1 000,00 €, |
| - Grand Salon de l'ancien Hôtel de Ville | 3 500,00 €, |
| - rez-de-chaussée de l'ancien Hôtel de Ville | 2 500,00 €. |

- **Pour les manifestations à caractère commercial**

- | | |
|--|-------------|
| - Salle Polyvalente de l'Hôtel de Ville | 2 000,00 €, |
| - Grand Salon de l'ancien Hôtel de Ville | 5 000,00 €, |
| - rez-de-chaussée de l'ancien Hôtel de Ville | 4 000,00 €. |

A titre exceptionnel, la mise à disposition de ces espaces pourra être gratuite pour les associations ou organismes dont les activités sont de nature caritative ou d'intérêt public.

- **SUR LE PLAN ADMINISTRATIF**

La mise à disposition de ces espaces fera l'objet d'une Convention entre la ville et le demandeur.

Rapport n° 08/6-47

En conséquence, je vous demande :

- 1° de vous prononcer sur le principe de la mise à disposition de la Salle Polyvalente de l'Hôtel de Ville, ainsi que du Grand Salon et du rez-de-chaussée de l'ancien Hôtel de Ville ;
- 2° de m'autoriser à signer les Conventions de mise à disposition de ces locaux.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Gilbert ANNETTE

**OBJET MISE À DISPOSITION TEMPORAIRE DU PUBLIC
DE LA SALLE POLYVALENTE DE L'HÔTEL DE VILLE,
DU GRAND SALON ET DU REZ-DE-CHAUSSEE
DE L'ANCIEN HOTEL DE VILLE**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 08/6-47 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur HOAREAU Jean-François, 4ème Adjoint, présenté au nom de la Commission Affaire Générale / Entreprise Municipale ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A LA MAJORITE**

1 voix contre

pour

Mme HOAREAU Patricia

autres élus présents et représentés

ARTICLE 1

Approuve la mise à disposition temporaire du public de la Salle Polyvalente de l'Hôtel de Ville, du Grand Salon et du rez-de-chaussée de l'ancien Hôtel de Ville, pour l'organisation de manifestations et dans les conditions fixées en annexe.

ARTICLE 2

Autorise le Maire à signer les Conventions de mise à disposition de ces locaux.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 16 SEP. 2008



Gilbert ANNETTE

<p style="text-align: center;">CONVENTION DE MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE DES ESPACES DE L'HÔTEL DE VILLE</p>

Entre

la Commune de Saint-Denis, représentée par son Maire, habilité par Délibération n° 08/6-47 du Conseil Municipal en séance du 6 septembre 2008, ci-après dénommée « la ville »,

d'une part,

Et

représenté(e) par
ci-après dénommé(e) « le demandeur » ou « l'organisateur »,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet :

- de déterminer les modalités de la mise à disposition de
Cet espace est mis temporairement à la disposition du demandeur en vue de l'organisation de
- de définir les procédures applicables en l'espèce.

ARTICLE 2 PERIODE D'UTILISATION

La période d'utilisation est fixée comme suit :

L'utilisation des lieux et de locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène, de la sécurité et des bonnes mœurs.

ARTICLE 3 MODALITES D'UTILISATION
DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE ET A LA LOGISTIQUE

3-1 Préalablement à l'utilisation des lieux, l'organisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages causés aux biens meubles et immeubles et pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des lieux et locaux mis à sa disposition ; cette police portant le n°
a été souscrite le
auprès de

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, compte tenu de l'activité envisagée ;
- avoir procédé avec le responsable de l'équipement à une visite des lieux et des locaux qui seront effectivement utilisés ;
- avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

3-2 Au cours de l'utilisation des lieux et locaux mis à sa disposition, l'organisateur s'engage :

- à en assurer le gardiennage ;
- à contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités considérées ;
- à faire respecter les règles de sécurité aux participants ;
- à prendre en charge l'intendance et la logistique nécessaire à l'organisation de l'activité prévue.

3-3 Après utilisation des lieux et locaux, l'organisateur s'engage :

- à assurer le nettoyage des locaux utilisés ;
- à réparer et à indemniser la ville pour les dégâts matériels éventuellement commis et les pertes constatées.

ARTICLE 4 DISPOSITION FINANCIERE

4-1 Exercice d'une activité commerciale

- L'organisateur est autorisé à exercer une activité commerciale incluant la perception d'un droit d'entrée. Cette activité doit être compatible avec l'ordre public, le principe d'égalité et les activités du service concerné.

4-2 L'organisateur s'engage :

- à verser à la ville une contribution financière de cette somme est due dès signature de la présente Convention ;
- à verser en sus une caution représentant le montant de la mise à disposition de l'espace concerné ; cette caution sera restituée déduction faite du coût d'éventuelles dégradations.

ARTICLE 5 CLAUSE DE NON EXECUTION DE LA CONVENTION

La présente Convention peut-être dénoncée :

5-1 par la ville, à tout moment :

- pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public, à l'ordre public ;

- si les lieux et locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans les conditions contraires aux dispositions prévues par la présente Convention ;
 - dans le cas du non respect du nombre de personnes autorisées ;
- 5-2** par le demandeur pour tout cas de force majeure, par écrit, si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'utilisation des lieux et des locaux.

Fait à Saint-Denis,
Le

Le demandeur

Le Maire

